

ELECTIONS LÉGISLATIVES DIX-NEUF MILLIONS D'IRAKIENS VOTENT

L'Irak aux urnes, face



Un enfant des rues affiche, tout sourire, son soutien à l'ancien Premier ministre Al-Jaafari.

Près de 19 millions d'Irakiens sont aujourd'hui appelés aux urnes pour choisir leurs 325 députés. Dans un climat d'insécurité et de tensions intercommunautaires, les élections législatives doivent permettre à la société irakienne de tourner le dos au passé. Mais l'ombre de Saddam Hussein plane toujours.

CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE
DE JULIEN LÉCUYER, À BAGDAD
jlecuyer@lavoixdunord.fr
PHOTOS « LA VOIX »

Elles ont fleuri sur tous les murs de Bagdad et les chicanes des checkpoints. Les affiches électorales donnent des couleurs à une capitale irakienne bétonnée et la tonalité du scrutin : « Nous reconstruirons ce que les autres ont détruit », soutient l'un. « Il n'y a pas de place pour le parti Baas (l'ancien parti de Saddam Hussein) », assène l'autre. Les 6 000 candidats aux élections législatives dispensent leurs pro-

messes, sous l'œil désabusé d'une population oscillant entre espoirs et désillusions. Sept ans après la chute de l'ancien dictateur Saddam Hussein, l'Irak fait face à ses vieux démons. Si le rythme des attentats a ralenti, les tensions intercommunautaires perdurent entre la majorité chiite, qui

Les tensions perdurent entre la majorité chiite, au pouvoir, et les sunnites, favorisés sous Saddam.

a repris les rênes du pouvoir, et les sunnites, minorité favorisée sous l'ère Saddam. Fragilisée par les interférences extérieures, fragmentée par un néo-fédéralisme et minée par une corruption endémique, la société irakienne tente de se reconstruire avec elle-même.

Trois blocs, selon les analystes, devraient aujourd'hui tirer leur épingle du jeu. La coalition de l'État de droit, formée autour du Premier ministre Nouri Al Maliki, surfe sur la popularité du chef du gouverne-

ment. Principale rivale, l'Alliance nationale irakienne (ANI), dont s'est séparé Nouri Al Maliki, rassemble deux puissants partis – Le Conseil supérieur islamique irakien (CSII) et le mouvement anti-américain du religieux Moqtada Al-Sadr –, rapprochés par leur haine du Premier ministre. Le mouvement national irakien (Al-Iraqiyya), enfin, mené par l'ancien Premier ministre Iyad Allawi, s'appuie sur une rhétorique nationale et laïque.

La donne serait simple si elle n'était pas polluée par les manœuvres politiques. Les appels à l'unité ont été contrariés par l'éviction de plus de 440 candidats pour liens présumés avec le parti Baas. Soutenue par Nouri Al Maliki, une commission de contrôle à majorité chiite a fait le ménage, en écartant quelques ténors tels que Salah Al-Moutlaq, leader sunnite membre d'Al-Iraqiyya. Officiellement, l'interdiction a trait à son prosélytisme baassiste. Mais pour les sunnites, elle supprime de la course un prétendant potentiel. Dépassée par l'initiative du Premier ministre, l'ANI a suivi, non sans déplorer la ligne erratique du chef du gouvernement qui a supporté la réintégra-

tion d'une partie de l'ancienne administration baassiste en 2006 pour s'attirer les bonnes grâces des pays voisins sunnites avant de lancer le mot d'ordre de la « débaassification » pour les élections.

Période décisive : gare à la tentation absolutiste

L'Alliance nationale irakienne est prompt à voir dans cette rupture la tentation absolutiste d'un homme qui veut personifier le pouvoir. En réactivant les rivalités communautaires, en rompant avec la coalition chiite pour incarner l'État, Nouri Al Maliki ravive les vieux démons de la dictature. Ceux qui survivent dans l'imaginaire irakien : seul un homme autoritaire peut diriger un pays dominé par la violence.

Une large majorité accordée au Premier ministre, selon ses opposants, pourrait entraîner l'Irak dans une nouvelle dictature. Un scrutin sans vainqueur ouvrirait un long round instable de négociations pour choisir le gouvernement qui accompagnera le retrait américain en 2011. Dans les deux cas, l'Irak affronte une période décisive, que les extrémistes de tous bords rêvent d'aspérer dans la violence. ■

REPÈRES

► Population

L'Irak compte 30 millions d'habitants sur 438 000 km² (deux tiers de la France). La majorité chiite constitue environ 60 % de la population. Les Arabes sunnites représentent 23,5 %, les Kurdes 14,5 %, les chrétiens environ 800 000.

► Économie

Le PIB par habitant, selon le FMI en 2008, atteignait 2 845 \$ (58* sur 114). L'Irak possède les troisièmes réserves mondiales de pétrole connues et produit environ 2,5 millions de barils par jour. Les recettes représentent plus de 90 % du budget du pays.

► Armée

Les États-Unis déploient encore 96 000 soldats sur le territoire irakien. Leur départ est prévu en 2011. On estime à près d'un million les effectifs de l'armée et de la police irakiennes, soit environ un quart des fonctionnaires.

à ses vieux démons

Les Irakiens veulent croire en l'avenir

« Les législatives ? Un bon business, croyez-moi ! » Haidar J. Al Rubeiy rigole sans pudeur. Le grossiste en fournitures de bureau, installé dans une rue commerçante du quartier de Karrada à Bagdad, ne se départit jamais d'un certain pragmatisme. Sous Saddam, son frère aîné a fait fortune en abreuvant de photocopieurs l'administration. Lui, tient sa recette miracle : « Les candidats me paient 2 000 dollars par jour pour passer leur DVD sur mon écran à diodes », continue-t-il. Entre deux ventes de stylos ou calepins, Haidar fabrique à la chaîne des mugs aux armes des partis. « Parfois sans photo », comme pour cette candidate de Salah Ad-Din, entièrement voilée. L'attentat dont il a été victime n'a pas entamé sa bonhomie : « Deux jours après, nous reprenions le travail », fanfaronne-t-il. Trois gardes du corps assurent aujourd'hui sa tranquillité.

Drôle de vie sur les rives du Tigre

Drôle de vie, tout de même, qui coule sur les rives du Tigre. Si la vie semble s'être arrêtée, elle fourmille de rêves. Comme celui du frère aîné d'Haidar, Ahmed, dont le sens inné des affaires n'a pas altéré la fierté de môme. Si l'homme



Haidar J. Al Rubeiy fabrique et vend des gadgets de campagne. L'attentat dont il a été victime n'a pas entamé sa bonhomie.

s'est rendu indispensable en inondant l'Irak de cartes de téléphone Zain, il poursuit aujourd'hui un autre mirage : la construction du plus grand showroom automobile du Moyen-Orient. Six cents salles d'exposition, 250 millions de dollars d'investissement. Et quand on se hasarde à lui rappeler l'instabi-

lité de son pays, il hausse les épaules : « Dans un avenir proche, tout va aller très bien. Non, le principal souci, c'est la lenteur de l'administration. Ça pourrait les affaires. »

L'optimisme s'insinue partout. Chez ces étudiants et ce jeune officier qui tuent le temps sur une terrasse au bord du fleuve et jurent

qu'ils ne quitteront pas l'Irak. Chez ce médecin, Alaa Hussein Ali, qui garde foi en l'avenir, malgré les turpitudes du passé. Il y a trois ans, des hommes encagoulés lui intimaient l'ordre de fuir sa maison, sous peine de mort : « Nous savons que vous êtes quelqu'un de bien, c'est pourquoi nous vous avertissons, m'ont-ils dit », se souvient le docteur, qui observe avec circonspection son pays négocier l'après-Saddam.

Une liberté à apprivoiser

« Nous sommes passés de la peur à une liberté totale dont nous ne savons pas nous servir, regrette-t-il. Je suis optimiste pour l'avenir, mais il faudra du temps, dix, vingt ans peut-être, pour que la jeune génération oublie Saddam. » Cette confiance ne touche guère Saleh Zamel. Le journaliste et professeur était mis à l'honneur par l'Union des écrivains irakiens. Le processus électoral, la guerre civile... Tout se mêle. « Pour eux (les politiciens), la démocratie est un instrument, estime Saleh Zamel. S'il est bien utilisé, nous sommes d'accord. S'il est manipulé sans précautions, ça peut être très dangereux. Tout peut s'écrouler. » Comme sa maison, un matin d'août 2006, explosée par un kamikaze, en même temps que ses trois enfants et son épouse. ■ J.L.

Le défi de Leila, candidate



« Je prends une petite voiture, je change de trajets sans cesse. Je me dissimule sous mon voile. C'est un défi pour moi. » Leila Abdellatif a appris à vivre avec la menace des assassinats. Alors qu'une candidate vient d'être tuée en pleine rue à Mossoul, elle le sait : il ne fait pas bon défendre la démocratie quand on est une femme en Irak.

Mais cette ancienne ingénieure, membre de l'Alliance nationale irakienne, se joue de la peur. Les quotas lui permettent de concourir aux législatives. Un combat qu'elle assume avec toute l'expérience acquise comme ancienne conseillère du vice-président de la République. « Avant, on ne regardait pas notre compétence. Aujourd'hui, la population observe le travail accompli », juge cette mère de trois enfants, qui veut défendre les lois sociales, le logement et les trois millions de veuves d'Irak. De confession chiite issue du mariage d'un père arabe et d'une mère kurde, mariée à un sunnite, Leila incarne l'image d'une société réconciliée. ■ J.L.

Le cœur du chiisme irakien, prêt à battre pour la démocratie

Le vieillard se frappe la poitrine. De sa gorge ridée sort une plainte, que d'autres reprennent derrière lui. Les femmes ceintes du voile noir traditionnel, l'abbaya, do-délinent, tandis que les enfants s'égayent entre les pèlerins qui entourent le tombeau doré du premier imam chiite, genre et cousin du prophète, Ali. Comme tous les vendredis, le cœur du chiisme auquel se rallient plus de 60 % de la population bat à tout rompre, dans la ville sainte de Nadjaf, au sud de Bagdad.

Nous sommes si loin de la capitale, dont les hauts murs de béton ont détruit toute beauté. Pour rejoindre la cité religieuse, il a fallu franchir une vingtaine de checkpoints. Une litanie de contrôles rendue indispensable par l'insécurité qui règne sur la route cahoteuse de Latifiya. Embuscades et attentats ont tant souillé le bitume que les Irakiens ont offert au périmètre un nom funeste : « le triangle de la

mort. » Le bastion du chiisme n'en paraît que plus serein. Calme trompeur. Début février, un kamikaze se faisait sauter au milieu des pèlerins de Kerbala, où gît l'imam Hussein, à quelques kilomètres. Quarante et un morts.

Croire à la réconciliation

Mais à Nadjaf, on veut croire à la réconciliation. « Notre pays ne se résume pas aux extrémistes », soutient Ahmed Al Safi, représentant de la plus haute autorité religieuse du pays, le grand ayatollah Al Sistani. Oui, le peuple est en paix avec lui-même. La marja'ia, le clergé chiite, compte bien apporter sa pierre à l'édifice démocratique. Ali Al Sistani avait déjà rompu le silence, en fin d'année dernière, pour réclamer des listes ouvertes aux élections législatives. Seul moyen pour éviter un vote confessionnel ou ethnique. « La semaine dernière (mi-février), nous avons re-

novelé notre vœu que la population participe à l'élection », poursuit Ahmed Al Safi, sans dicter son choix. Car si le pouvoir religieux se veut le garant moral de la démocratie naissante, il fuit comme la peste le modèle iranien qui impose la voie du guide suprême, le « velayat-e faqih ». Avec ses mausolées qui attirent des dizaines de millions de pèlerins par an, Nadjaf veut offrir au monde le visage de l'unité. Une quête ardue : l'Iran a investi tous les secteurs économiques de la ville et couve d'un œil méfiant cette terre sainte depuis laquelle les mollahs appellent à la démocratie. Les partis chiites, quant à eux, y maintiennent un équilibre précaire. Il suffit parfois d'une banderole déchirée pour rallumer le feu. Le jour de notre passage, les miliciens du leader Moqtada Al Sadr ont failli prendre les armes pour ce prétexte futile, avant que les caméras de surveillance ne livrent le coupable : le vent. ■ J.L.

